# Les amis du Rwanda au parlement européen

ARI/RNA, 27 octobre 2010

**L'ancien commissaire européen au Développement et à l'Aide humanitaire et haut diplomate belge Louis Michel est à la tête des efforts pour mettre en place un groupe de pression au sein du bloc de 27 membres de l'Union Européenne – dont la plupart sont d'importants bailleurs de fonds du Rwanda.**

Le groupe « Les amis du Rwanda » a été lancé le 30 Septembre au parlement européen sous le patronage de Louis Michel et de l'ambassadeur du Rwanda à Bruxelles, Gérard Ntwari. Une déclaration de la représentation du Rwanda à Bruxelles a annoncé que ce groupe sera « *informel* » et ouvert à tous les parlementaires de l'UE qui ont un intérêt sur le Rwanda. Le groupe a trois objectifs y compris le lobbying pour le Rwanda dans l'Union européenne.

Louis Michel, Charles Goerens (Luxembourg) et Maria Nedelcheva (Bulgarie), deux de ses collègues qui l'ont rejoint, ont l'intention de faire pression pour l'instauration d'une Journée du Rwanda qui sera honorée chaque année au parlement européen. Ils ont également l'intention d'organiser des voyages de haut niveau au Rwanda pour les dirigeants européens de haut niveau avec l'objectif de les aider à mieux comprendre le pays.

La Commission européenne couvre une partie importante d'aide qui va directement au budget du Rwanda. La Grande-Bretagne, membre important de l'Union, est le plus grand bailleur de fonds bilatéral. Mais aussi les Pays-Bas, la Belgique et la Suède sont aussi d'autres grands partenaires européens du Rwanda.

## Un lobby qui vient à temps

Sur la scène internationale le Rwanda est un pays qui jouit d'une bonne [voire même, très bonne] image grâce à ses prouesses tant sur le plan

social qu'économique à l'intérieur du pays. Pour celui qui connait le Rwanda d'il y a un peu plus de 10ans il lui suffit revenir dans ce petit pays d'Afrique centrale (ou de l'est, c'est selon) pour remarquer un développement fulgurant.

Kigali est un chantier perpétuel où des maisons en étages (n'allons pas jusqu'à dire des gratte-ciels) poussent à une vitesse soutenue. Des routes sont macadamisées et tout au long de celles-ci les passages aux piétons sont pavés.

La liste des succès [rarissimes en Afrique, il faut l'admettre], qui ont permis au Rwanda de s'assurer une bonne réputation auprès de la communauté internationale est longue : Lutte vigoureuse contre la corruption (voir le dernier rapport de Transperency international), promotion des droits de la femme, politique de l'éducation pour tous…

Si l'eurodéputé Louis Michel et son groupe « Amis du Rwanda » crée un lobby à cette période ce n'est certainement pas le fait du hasard. Un des objectifs de ce groupe est d'organiser des voyages de haut niveau au Rwanda pour les dirigeants européens afin de les amener à mieux comprendre le pays. Que dire sinon que la compréhension du Rwanda est nécessaire au moment où la sortie des rapports accablants de certaines organisations internationales et des articles diffamatoires salissent la réputation du Rwanda et de ses dirigeants. Oui le groupe de Louis Michel et ses collègues parlementaires aura du pain sur la planche car les opposants en exil et autres détracteurs sont particulièrement actifs ces derniers mois.

## Les autorités du Rwanda réagissent

Si les personnalités étrangères « amis étrangers du Rwanda » veulent le faire mieux connaître, les autorités rwandaises, elles aussi, ne dorment pas. Ces dernières dénoncent une campagne de dénigrement et de déstabilisation du Rwanda ourdie par certains ONG et opposants en exil.

La dernière réaction des autorités rwandaises émane de Général Richard Rutatina et de lieutenant colonel Jill Rutaremara, le 1er étant conseiller du président Paul Kagame en matière de défense et de sécurité et le 2ème est porte-parole de l'armée rwandaise (Rwanda Defense Force : RDF). Ils rejettent un pamphlet coécrit par le Général Kayumba Nyamwasa, l'ex-colonel Patrick Karegeya, l'ancien procureur général Gérald Gahima et le major Théogène Rudasingwa. Tous les 4 en exil.

L'armée rwandaise accuse le colonel Patrick Karegeya, aujourd'hui en exil en Afrique du Sud, d'avoir entravé l'arrestation du milliardaire

Félicien Kabuga considéré comme le financier du génocide des Tutsi de 1994. Avant son départ en exil, Patrick Karegeya dirigeait le service rwandais des renseignements extérieurs.

« *Il a été découvert que Patrick Karegeya a saboté les efforts nationaux et internationaux en vue de localiser et arrêter le très recherché fugitif du génocide, Félicien Kabuga* », écrivent les deux haut gradés de l'armée rwandaise. « *On croit fortement que sa connexion avec Kabuga se faisait à travers sa fille, une copine de Karegeya* », indique le texte rendu publique le mercredi 20 octobre et parvenu à l'Agence rwandaise d'Information (ARI).

Dans cet article intitulé « Réponse aux allégations de quatre renégats », les deux officiers s'en prennent également à l'ancien chef d'Etat-major de l'armée et ancien ambassadeur du Rwanda en Inde, le général Faustin Kayumba Nyamwasa, à l'ancien procureur général Gerald Gahima et à son demi- frère Théogène Rudasingwa, ancien directeur de cabinet du président Kagame.

Les quatre anciens responsables rwandais avaient, dans un document publié début septembre et appelé « Rwanda briefing », dressé un bilan très négatif des libertés individuelles et politiques au Rwanda. Avec une rare violence et peut-être un sentiment de vengeance, ils avaient dénoncé « *un gouvernement minoritaire aussi répressif qu'irresponsable* » et exigé la mise en place d' « *un gouvernement de coalition qui inclurait l'opposition actuellement exclue du jeu politique* ».

Pour le porte-parole de l'armée et le conseiller du président, « *aucun des quatre n'a le minimum d'intégrité ou l'autorité morale requises pour critiquer le gouvernement actuel du Rwanda* » car « *tous les quatre ont une réputation exécrable auprès des Rwandais* », assènent les deux officiers supérieurs.

Dans l'article, les deux le conseiller du president et le porte-parole de l'armée accusent Nyamwasa d'avoir fait preuve de « *favoritisme et irresponsabilité* » à la tête de l'armée, traitent Rudasingwa d'« escroc notoire » et affirment que Gahima est recherché pour fraude par la justice australienne.